

 Contenu archivé le 2023-03-02

A la recherche du meilleur modèle de libre accès

En matière de liberté d'accès, un seul modèle ne peut être appliqué à tous les cas et d'autres expériences sont nécessaires pour déterminer quels sont les modèles les plus susceptibles de bien fonctionner à long terme. Tel est l'un des principaux messages issus d'un panel de d...



En matière de liberté d'accès, un seul modèle ne peut être appliqué à tous les cas et d'autres expériences sont nécessaires pour déterminer quels sont les modèles les plus susceptibles de bien fonctionner à long terme. Tel est l'un des principaux messages issus d'un panel de discussion sur le libre accès organisé dans le cadre d'une conférence sur l'édition

scientifique dans l'espace européen de la recherche (EER), qui a eu lieu à Bruxelles les 15 et 16 février.

S'ils sont généralement favorables au libre accès, les éditeurs participant au panel ont souligné que gérer une revue a son prix et qu'en fin de compte, quelqu'un doit payer. «Nous ne voulons pas nécessairement gagner de l'argent, mais nous ne voulons pas en perdre!» a déclaré Martin Blume, rédacteur en chef de l'American Physical Society (APS). Actuellement, deux des neuf revues de l'APS sont en libre accès; l'une est financée grâce au parrainage de grands laboratoires comme le CERN (Organisation européenne pour la recherche nucléaire), et l'autre selon le principe de «l'auteur payeur». Toutefois, les scientifiques qui ont des documents publiés dans les sept autres revues peuvent gratuitement archiver eux-mêmes leurs articles dans les archives électroniques en libre accès de leurs institutions.

Le British Medical Journal (BMJ) a été complètement libre d'accès pendant quelques années, mais l'expérience a été stoppée, car cette politique avait conduit à une chute libre des abonnements à la version imprimée de la revue. «Nous ne sommes pas contre l'idée du libre accès, mais nous avons réalisé que pour survivre nous devons

fermer le site web en libre accès», a expliqué Alex Williamson, directrice de l'édition de BMJ.

Depuis, BMJ propose une option selon laquelle les auteurs peuvent payer pour que leurs articles soient accessibles gratuitement en ligne, mais cette solution n'a guère de succès pour le moment, puisque moins de 2 % des auteurs la choisissent. Mme Williamson a souligné que la moitié environ des documents de recherche que reçoit BMJ n'ont pas été financés; ceux-ci incluent des études de cas réalisées par des médecins généralistes ou des recherches concernant de nouvelles techniques chirurgicales menées par des groupes de chirurgiens. Contraindre tous les auteurs à payer pour être publiés empêcheraient ces précieux documents d'être diffusés, a déclaré Mme Williamson.

«Nous devons essayer d'autres solutions et voir celles qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas, a conclu Mme Williamson. Nous avons essayé le libre accès; cela n'a pas marché, alors nous avons renoncé à cette solution.»

Norbert Kroo, vice-président de l'académie hongroise de sciences, membre du CER (conseil européen de la recherche) et d'EURAB (comité consultatif de la recherche de l'UE), a défendu chaleureusement le libre accès. «Les éditeurs sont pour les scientifiques et non l'inverse», a-t-il déclaré. Il a appelé à la promotion d'un «accès rapide et large» à la recherche dans le cadre des programmes de l'UE, ainsi qu'à une meilleure coordination en matière de libre accès entre organisations européennes de financement de la recherche.

L'EUA (association des universités européennes) s'efforce actuellement d'augmenter la sensibilisation à la question du libre accès parmi les chercheurs et les décideurs de l'enseignement supérieur. «Dans les universités, la majorité de responsables et des chercheurs ne sont absolument pas conscients des enjeux et de ce que l'on pourrait faire», a déclaré Sijbolt Noorda, qui préside un nouveau groupe de travail de l'EUA sur le libre accès.

Ce groupe a pour but promouvoir le développement du bon fonctionnement en libre accès des dépôts d'archives et d'encourager la création de modèles de gestion pour l'édition basés sur les principes du libre accès.

La session s'est terminée par un exposé de Steven Harnad, de l'université de Southampton, partisan de longue date du libre accès. Il a souligné que le libre accès «d'or» (où les articles sont immédiatement disponibles sur le site web de l'éditeur) était encore pratiquement au point mort, mais que le libre accès «vert» (où les auteurs archivent eux-mêmes leurs travaux le plus tôt possible après la publication), était déjà largement admis par les revues et devrait être utilisé davantage.

C'est le libre accès «vert» qui fait l'objet de la pétition pour un accès garanti aux

résultats de la recherche financée par des fonds publics. La pétition a été présentée au commissaire européen à la recherche, Janez Potocnik, avant la conférence. A ce jour, environ 20 000 personnes et organisations ont signé la pétition, y compris des lauréats du Prix Nobel, des organisations de recherche réputées, des bailleurs de fonds de la recherche et des académies nationales. Il est intéressant de noter que 43 éditeurs ont ajouté du poids à la pétition en signant récemment une déclaration exprimant leurs préoccupations en ce qui concerne le libre accès.

Articles connexes



POLITIQUES ET DIRECTIVES

La Commission lance un projet pilote à accès ouvert

21 Août 2008



POLITIQUES ET DIRECTIVES

La Commission présente des mesures visant à garantir l'accès à l'information scientifique

16 Février 2007

Dernière mise à jour: 19 Février 2007

Permalink: <https://cordis.europa.eu/article/id/27163-more-experiments-needed-to-find-best-open-access-models/fr>

European Union, 2025

